

Dépêche AEF : La FSU déplore "une dégradation considérable du dialogue social" (Bernadette Groison et Benoît Teste)

10-12 minutes

"Le point noir de cette fin de mandat est la dégradation considérable du dialogue social", estime Bernadette Groison lors d'une interview croisée accordée à AEF info avec Benoît Teste. Ce dernier succède à Bernadette Groison à la tête de la FSU le 13 décembre 2019 ([lire sur AEF](#)). Concernant la revalorisation des enseignants, l'ex-secrétaire générale voit "deux problèmes : la reconnaissance du métier d'enseignant et la méthode". Sur les directeurs d'école, elle relève "un réel problème de pilotage" et juge "nécessaire de rediscuter de la reconnaissance du travail, du temps de travail, des questions indemnitaires et des relations hiérarchiques". Concernant la baisse du nombre d'inscrits aux concours enseignants, Benoît Teste estime que "les mesures mises en place ne répondent pas à la baisse d'attractivité, due aux conditions de travail, de rémunération et de reconnaissance".



Benoît Teste et Bernadette Groison © FSU / © David Marmier

AEF info : Les négociations sont en cours sur la revalorisation des enseignants ([lire sur AEF info](#)), au moment d'une forte mobilisation contre la réforme des retraites ([lire sur AEF info](#)). Le président Macron a indiqué qu'elle devait s'accompagner d'une transformation du pacte social signé avec les enseignants ([lire sur AEF info](#)). Comment réagissez-vous à ces propos et qu'attendez-vous de ces discussions ?

Bernadette Groison : Il y a deux problèmes. Tout d'abord celui de la reconnaissance du métier d'enseignant, et celui de la méthode ensuite. Le gouvernement ne mesure pas à quel point il y a un malaise et un ras-le-bol dans l'Éducation nationale aggravé par une accumulation de réformes sans visibilité (comme par exemple les E3C dans le cadre de la réforme du lycée ([lire sur AEF info](#))). Nombre de chantiers sont ouverts et on ne sait pas où l'on va. Par conséquent, au-delà même de contreparties qui sont totalement inacceptables pour nous ([lire sur AEF info](#)), ajouter une nouvelle transformation du métier d'enseignant donne l'impression de ne pas en sortir alors que l'on vient de mener des discussions sur les obligations de service et les directeurs d'école.

Il faut arrêter de faire croire que l'on ne sait pas en quoi consiste le métier d'enseignant du XXI^e siècle. Quant aux contreparties, on nous refait le coup du "travailler plus pour gagner plus". On a déjà donné et nous demandons déjà à être payés à la hauteur de nos qualifications.

Sur la méthode, le président de la République évoque une revalorisation des enseignants en avril et nous arrivons en décembre sans qu'aucune mesure concrète n'ait été mise sur la table. Je ne comprends même pas comment un gouvernement qui veut faire une réforme des retraites et reconnaît lui-même qu'il y a un problème avec les fonctionnaires et les enseignants, n'est pas en mesure pendant tout ce temps de présenter l'ombre d'une piste. Nous n'avons jamais vu cela.

Benoît Teste : Les réunions qui se sont tenues jusqu'à présent au ministère de l'Éducation nationale n'ont été que des réunions de diagnostic ([lire sur AEF info ici et là](#)). Et les arbitrages budgétaires ne sont pas précisés. Or cette question est nécessaire. Seule indication, le discours d'Emmanuel Macron à Rodez où il a évoqué un coût de 10 milliards d'euros en disant qu'il n'a pas cette somme.

Ce qui sous-entend de fait d'imposer des missions supplémentaires contre les revalorisations. Ou de ne revaloriser que certaines missions. Or, il faut une revalorisation globale et non la distribution d'indemnités ici et là.

AEF info : **Un autre sujet important, actuellement, au MEN est le métier de directeur d'école. Des annonces ont été faites récemment, d'autres devraient venir bientôt ([lire sur AEF info](#)). Comment expliquez-vous la situation de ces personnels et les mesures prises vous satisfont-elles ?**

Bernadette Groison : La problématique sur ce sujet est connue depuis des années avec la multiplication des tâches demandées aux directeurs d'école, un système très descendant et injonctif sans

prise en compte du terrain, des liens avec la hiérarchie plus ou moins facilitateur.

La direction d'école craque de toutes parts, comme en témoigne le suicide de la directrice d'école de Pantin Christine Renon. Ce drame a permis de remettre ces sujets sur la table notamment lors d'un CHSCT exceptionnel ([lire sur AEF info](#)).

Il y a un réel problème de pilotage qui n'est pas traité. Il est nécessaire de rediscuter de la reconnaissance du travail des directeurs, du temps de travail, des questions indemnitaires et des relations hiérarchiques. Quant à la question du statut, Jean-Michel Blanquer est plus prudent sur le sujet. Ce n'est pas en intervenant sur les structures mais sur le fonctionnement des écoles. Ce sujet est bien identifié, après son règlement dépend de la volonté de le traiter.

AEF info : Quelles sont les raisons qui expliquent selon vous la nouvelle baisse du nombre de candidats aux concours enseignants ([lire sur AEF info](#)) ?

Benoît Teste : Cela montre déjà que les mesures mises en place ne répondent pas à cette problématique de baisse d'attractivité. Pire, non seulement les séries d'annonce n'ont absolument rien réglé mais en plus, elles aggravent la situation. C'est bien la démonstration que le dossier attractivité de la fonction publique doit être traité d'une autre manière avec une meilleure reconnaissance des métiers et pas seulement enseignants.

Mais ces derniers sont les plus visibles et représentent un secteur clé pour l'avenir. Une société qui n'arrive pas à recruter des personnels en charge de former sa jeunesse obère son avenir. Et cela est bien sûr dû aux conditions de travail, de rémunération et de reconnaissance globale dans la société et que l'on ne peut traiter qu'en s'attelant vraiment au dossier, au-delà des seuls effets d'annonce.

La caricature est le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui à chaque rentrée nous sort un nouveau chiffre de revalorisation des enseignants et qui ne correspond en fait qu'à l'application — décalée d'un an de surcroît par le gouvernement en 2018 — du protocole PPCR. On le dit peu mais les enseignants débutants sont souvent éligibles à la prime d'activité.

Le discours du gouvernement consiste notamment à attribuer le manque d'attractivité aux lourdeurs et à la complexité de la fonction publique mais nous le contestons. Il y a certes des améliorations à apporter en termes de gestion mais ce qui est mis en œuvre actuellement est une gestion qui va mettre en concurrence les agents entre eux et finalement accroître la bureaucratie et le poids

de la hiérarchie puisqu'il n'y aura plus de contrôle sur les actes de gestion. Ce qui va être néfaste pour l'attractivité.

Par ailleurs, en plus de la baisse des candidats au concours, on assiste à une hausse des démissions dès les premières années, ce qui est un motif d'inquiétude important.

Bernadette Groison : Le manque de reconnaissance des enseignants, des qualifications alors que le master 2 est requis, joue beaucoup. Ce qui prouve qu'il y a vraiment un problème lié aux rémunérations, à la reconnaissance travail-qualification.

AEF info : Bernadette Groison, vous passez la main à la tête de la FSU après 3 mandats de 3 ans. Quel bilan tirez-vous de ces neuf années tant en termes d'actualité que d'action pour la FSU ?

Bernadette Groison : Le bilan de la FSU à travers l'actualité est celui d'une FSU qui a continué à bien prendre sa place tant dans le paysage social que dans le monde syndical malgré des périodes mouvementées. Je suis arrivée au moment de la réforme des retraites de 2010 – ce qui est encore le cas aujourd'hui pour l'arrivée de Benoit Teste comme nouveau secrétaire général –, puis il y a eu la loi Travail à la fin du mandat de François Hollande et, cette année, la loi pour une école de la confiance et la loi de transformation de la fonction publique.

À chaque fois lors de ces rendez-vous, la FSU a su prendre sa place dans sa démarche et dans ses grands principes avec ce souci permanent d'informer, de rendre public ce qui est discuté avec le gouvernement et de débattre. Notre souci de peser sur le cours des choses ne se fait pas en interne d'une direction syndicale mais avec tous les agents. C'est la carte d'identité de la FSU mais nous l'avons approfondi. C'est un bilan positif que je tire sachant que la FSU doit respecter ses différentes tendances et doit rechercher la synthèse du fait de sa règle des 70 %.

Mais l'actualité n'a pas donné lieu qu'à des batailles et des conflits. Lors de ces 9 dernières années, il y a eu toutes ces discussions sur la refondation de l'école dans laquelle la FSU s'est beaucoup investie et sur lesquelles elle a beaucoup pesé et a su faire la synthèse en son sein. Il y a eu aussi beaucoup de chantiers ouverts dans la fonction publique dont le protocole PPCR. Toutes ces constructions, intéressantes, ont montré que la FSU sait agir, proposer et négocier. Nous avons pu signer par la suite, avec ce gouvernement, l'accord égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, ce qui n'était pas évident, en plein conflit sur la loi fonction publique avec le gouvernement.

Il faut aussi noter les résultats de la FSU aux élections

professionnelles dans la fonction publique de décembre 2018. Avec certes des objectifs fixés que nous n'avons pas atteint pour l'instant mais nous avons obtenu un troisième siège au CCFP ce qui était inespéré. C'est une grande satisfaction car cela traduit une progression en voix et nous sommes une des rares organisations de la fonction publique à avoir progressé de la sorte. C'est pour nous une reconnaissance de la part des agents vis-à-vis de notre syndicalisme. Nous avons aussi d'ailleurs conforté notre place dans le paysage syndical au niveau interprofessionnel ce qui n'était pas évident pour une organisation ne relevant que de la fonction publique.

Au chapitre du bilan, il faut aussi noter la dégradation considérable du dialogue social. C'est le point noir de cette fin de mandat.